

gem **GENÈVE**
TIERS-MONDE

RAPPORT
ANNUEL
2021





Jeunes et enfants lors d'une assemblée villageoise, Kpélé-Élé, Togo

Édité par GeTM. Genève, mai 2022. Imprimé en 500 exemplaires sur papier recyclé FSC. Graphisme: Nicolas Courlet.

SOMMAIRE

Instances	4	Compte de résultat de l'exercice 2021	24
Mot du comité	6	Bilan au 31 décembre 2021	26
Vie associative	8	Annexe 1 : Tableau de variation des fonds affectés aux projets en 2021	27
Empowerment ou le pouvoir d'agir	10	Annexe 2 : Financements reçus pour les projets en 2021	28
Reconstruire plus solidement après la crise	12	Répartition des dépenses projets par pays	29
Pour une égalité de genre effective	14	Répartition des financements des projets en 2021	30
Pour une eau potable accessible à tous et à toutes	17		
Pour une souveraineté alimentaire garante du droit des peuples à se nourrir par eux-mêmes	20		
Pour une économie locale solidaire	22		

INSTANCES

COMITÉ

Présidente :

Claudia Wyrsch

Membres :

Matteo Cavadini, Robert Dupertuis (jusqu'au 24.06.21), Laurence Gaubert-Henry (dès le 24.06.21), Isabelle Lutz (dès le 24.06.21), Dalia Pacheco, Delphine Stalder (Vice-présidente) et Luiza Vasconcelos (jusqu'au 24.06.21).

VÉRIFICATEURS·TRICES AUX COMPTES

Internes :

Lionel Burri (jusqu'au 24.06.21), Maria Decor Opazo et Robert Dupertuis (dès le 24.06.21)

Externe :

Fiduciaire Warrin et Chatton S.A.

GT PROJETS

Laurence Gaubert-Henry (Coordinatrice), Tomas Anania, Monica Cavadini, Alyssia Piguet, Maya Schaerer et Claudia Wyrsch.

GT COMMUNICATION

Dalia Pacheco (Coordinatrice), Sandra Ernesto, Isabelle Lutz, Delphine Stalder et Claudia Wyrsch.

SECRÉTARIAT

Alejandro Mackinnon (Secrétaire général), Blanca Murcia Forero (Chargée de projets), Ursula Koch (Secrétaire comptable), Sandra Ernesto et Estelle Rosa (en mission temporaire).

PARTENAIRES TERRAIN

Au Bénin : CDEL, à Cotonou

En Colombie : Enda-Colombie, à Bogota
Penca de Sábila et Vamos
Mujer, à Medellin

Au Pérou : Cesip et Desco, à Lima
Desco-Sur, à Arequipa

Au Togo : Cetramode, à Dassoute
ETD, à Lomé
Gradse et MVCP, à Sokodé

GeTM EST MEMBRE DE :

- FGC – Fédération Genevoise de Coopération
- APRES-GE Chambre de l'Economie Sociale et Solidaire
- PSA – Plateforme Souveraineté Alimentaire de la FGC

GeTM EST PARTENAIRE DE :

- PPE+ Programme d'Expériences Professionnelles dans l'Economie sociale et solidaire
- Syni-Lausanne – Bureau des emplois temporaires subventionnés de la Ville de Lausanne
- CGV – Centre Genevois du Volontariat
- CAGI – Centre d'accueil de la Genève Internationale
- PS-EAU Programme Solidarité Eau

L'association fonctionne grâce au soutien d'une quarantaine de personnes bénévoles qui collaborent dans le cadre de nos actions et manifestations.

MOT DU COMITÉ

DANS un contexte global monopolisé par la pandémie et la guerre dramatique en Ukraine, il est nécessaire de rappeler l'augmentation mondiale des inégalités. Bien que l'économie redémarre dans les pays occidentaux, la reprise est plus compliquée dans ceux à faibles revenus. Selon la Banque Mondiale, « 40 % des plus pauvres n'ont toujours pas récupéré leurs pertes de revenu. En raison de ce déclin, environ 100 millions de personnes supplémentaires vivent dans l'extrême pauvreté¹ ». Les femmes et les jeunes sont les plus durement touchés en ce qui concerne l'emploi, le revenu, et la sécurité.

Cette situation est également exacerbée par le réchauffement climatique qui a un impact particulièrement négatif sur les populations que nous soutenons. En Amérique Latine, l'accès inégal à l'eau potable et la dégradation des sols réduisent la capacité d'adaptation, augmentant et créant de nouvelles vulnérabilités pour la population² (Rapport du GIEC).



Inauguration du magasin de stockage, Maloni, Togo

C'est pourquoi des initiatives citoyennes comme celles des Comités d'aqueducs communautaires menées en Colombie par ENDA ou PENCA DE SABILA ou le renforcement des organisations paysannes comme DESCOSUR au Pérou sont indispensables. Grâce à la mobilisation des connaissances et ressources de ces groupes organisés, des techniques simples sont élaborées afin d'irriguer et améliorer la qualité des sols, ce qui permet de garantir un accès plus démocratique à l'eau potable.

En Afrique, la situation est catastrophique dans certaines régions du point de vue de la sécurité alimentaire. Celle-ci sera sans doute aggravée par des pratiques spéculatives, car l'Ukraine est le principal exportateur de blé vers l'Afrique. Au Togo et au Bénin, nos cinq partenaires renforcent une trentaine de coopératives paysannes pour améliorer le rendement et transformer la production agricole, tout en protégeant les ressources naturelles et en mettant en place des mécanismes de mitigation du changement climatique.

“ Un développement durable n'est pas possible sans une atténuation radicale, rapide et transformatrice du réchauffement climatique. ”

Julia Steinberger, professeure d'économie écologique à l'Université de Lausanne, auteure principale du chapitre 3 du rapport du GIEC

Au milieu de ces changements internationaux, 2021 a été pour notre association une année charnière avec le lancement de nombreux chantiers et le renouvellement d'une partie du Comité de l'association. Nous nous sommes attelés à l'élaboration de notre nouvelle stratégie institutionnelle sur 5 ans, à la recherche de partenariats dans un nouveau pays, ainsi qu'à des réflexions de fond sur la gouvernance.

Cette année a vu également l'aboutissement d'un long et émotionnellement intense processus de 5 ans concernant le changement de nom de notre association et son identité visuelle. Après plusieurs étapes incluant des ateliers participatifs, des évaluations internes et externes, et le conseil de personnes et d'organismes spécialisés en communication, le Comité a choisi unanimement un nom qui devra être validé en AG ordinaire le 28 juin 2022. Notre vision, notre mission et nos valeurs restent bien sûr identiques, mais notre nouveau nom reflète mieux notre travail auprès de nos partenaires et le cœur de notre association.

Tous ces changements interviennent dans une réflexion plus large pour permettre plus de flexibilité, d'agilité et de pertinence dans un contexte international marqué par de nombreuses et diverses crises.

Le comité tient à remercier l'ensemble des membres, partenaires, donateurs de l'association pour leur confiance et générosité. Notre travail ne serait pas possible sans vous ! Nous remercions également chaleureusement la FGC et les collectivités publiques pour leur soutien indéfectible. Nous adressons une pensée particulière à toutes les personnes œuvrant bénévolement pour notre association et sans lesquelles il ne serait pas possible de faire aboutir la totalité des projets que nous soutenons.

1. Banque Mondiale, article de Venkat Gopalakrishnan, Divyanshi Wadhwa, Sara Haddad et Paul Blake paru le 21.12.2021

2. UNEP, 6^e rapport d'évaluation du GIEC, 2022, chapitre 12

VIE ASSOCIATIVE



PEU À PEU, la fin des mesures sanitaires a permis que la vie associative reprenne son rythme habituel. Le télétravail et les visioconférences ont laissé place au présentiel. Les manifestations dans la cité étant toujours très limitées, le Comité s'est centré sur le renforcement des dynamiques internes. Il s'est réuni treize fois pour traiter des questions institutionnelles.

Suite aux conclusions de l'évaluation externe réalisée en 2020, et dans l'intérêt d'élargir les instances et de diversifier le profil de ses membres, le Comité a fait un appel à des candidatures externes via nos réseaux partenaires. Une vingtaine de personnes ont ainsi manifesté leur intérêt à s'engager dans notre association. Le choix s'est finalement porté sur deux candidates, avec des profils professionnels très complémentaires, qui ont été présentées et élues à l'Assemblée Générale en juin 2021. Deux autres personnes sont venues enrichir les groupes de travail.

Cette volonté d'ouverture s'est également reflétée lors des différents chantiers menés par le Comité, tels que le changement d'identité, la révision de la gouvernance et de la communication interne (Cahiers des charges des instances, propositions d'actualisation des statuts). La nouvelle stratégie institutionnelle prévue pour l'année prochaine exprime cet esprit d'ouverture et de renouveau, en incorporant un nouveau pays et en adaptant les thèmes d'intervention pour être en phase avec l'évolution des enjeux planétaires et sociétaux. Les groupes de travail « projets » et « communication » se sont respectivement penchés sur la stratégie de coopération et de communication en particulier.

Le secrétariat n'a pas échappé à cette mouvance, avec le renouvellement du poste de chargé-e de projets et l'ouverture d'un poste pour la communication et la recherche de fonds. L'équipe a été complétée par deux professionnelles en mission temporaire, qui ont su apporter leurs compétences et leur savoir-faire.

Cette année encore, les projets se sont déroulés dans des contextes de crise et d'incertitude. Leur suivi a été démultiplié à cause des contraintes et des effets de la pandémie, nous obligeant ainsi à étudier chaque adaptation proposée, à réévaluer les budgets accordés, à analyser les risques et à renégocier avec les bailleurs de fonds. Cette souplesse a été possible grâce à la construction de partenariats solides et horizontaux, tant avec les organisations sur le terrain qu'avec les organismes financeurs. La plupart des projets ont été prolongés de deux à six mois pour atteindre les objectifs escomptés, ce qui a impliqué une surcharge administrative importante. Huit projets sont arrivés à terme et cinq nouveaux ont démarré. Les missions sur le terrain n'ont pas encore été possibles en 2021. C'est pourquoi, les visioconférences ont été très appréciées pour échanger avec nos partenaires.

Nous avons actualisé notre site web, réactivé notre présence sur les réseaux sociaux, notamment LinkedIn, Facebook et Twitter. En partenariat avec le Festival Filmar en Amérique latine, nous avons présenté le film «El alma quiere volar», sur la violence domestique en Colombie. Un podcast a été réalisé pour faire le lien entre le film et le travail de notre partenaire Vamos Mujer. Finalement, en partenariat avec la FGC et Léman Bleu, nous avons collaboré à la diffusion d'une émission consacrée à la gestion de l'eau potable en Colombie, qui a mis en valeur le travail de nos partenaires Penca de Sabila et Enda.

Fabrication artisanale d'huile de palme, Dogbo, Bénin



EMPOWERMENT OU LE POUVOIR D'AGIR

L'EMPOWERMENT se caractérise par un processus qui vise à permettre aux individus, aux collectivités et aux organisations de s'approprier davantage de pouvoir d'action et de décision pour influencer l'environnement social, économique, politique ou écologique dans lequel ils évoluent.

Né au début du XXe siècle aux États-Unis, les premières théories élaborées de l'empowerment sont ancrées dans une vision philosophique qui donne la priorité au point de vue des personnes opprimées, afin que ces dernières puissent s'exprimer mais aussi acquérir le pouvoir de surmonter la domination dont elles font l'objet.

Le terme est ensuite utilisé par les femmes en lutte pour la reconnaissance de leurs droits, puis dans les années 60 par les communautés noires et le mouvement des droits civiques. Il apparaît en 1965 dans le cadre de pratiques de psychologie communautaire, avant de se diffuser plus largement dans les années 2000, notamment dans le domaine du développement et de la coopération. Le terme anglo-saxon, resté longtemps difficile à interpréter, se traduit communément en français par « autonomisation ».

UNE PRISE DE POUVOIR À DIFFÉRENTS NIVEAUX

Le processus d'empowerment, qui permet aux individus de prendre conscience de leur capacité d'agir pour améliorer leurs conditions de vie et s'approprier plus de pouvoir, se développe à plusieurs niveaux :

L'empowerment individuel comporte quatre composantes essentielles : la participation, la compétence, l'estime de soi et la conscience critique. Dans leur ensemble et par leur interaction, elles permettent le passage d'un état sans pouvoir d'agir à un autre où l'individu est capable d'agir en fonction de ses propres choix.

L'empowerment communautaire renvoie à un état où la communauté est capable d'agir en fonction de ses propres choix et où elle favorise le développement du pouvoir d'agir de ses membres. La participation, les compétences, la communication et le capital communautaire sont les quatre plans sur lequel il se déroule. L'empowerment individuel contribue à réaliser celui de la communauté (Source : Université de Louvain).

UN PROCESSUS QUI FAIT SENS POUR GeTM

Nous défendons une coopération responsable, coconstruite avec nos partenaires par le partage réciproque d'expériences.

Le « pouvoir d'agir » est au centre de notre stratégie de coopération qui prône l'empowerment comme solution en faveur de changements durables. Ainsi, chaque individu et collectivité est considéré comme un acteur potentiel, dont les ressources sont des bases sur lesquelles s'appuyer. En donnant les moyens aux personnes concernées de participer à tous les niveaux du projet de développement de leur communauté, et en leur permettant d'échanger avec des acteurs différents, il s'agit de promouvoir durablement des savoirs et des pratiques, d'encourager l'autonomie, et d'influencer les politiques publiques.

Dans ce processus, nous accordons une importance particulière à la discrimination et la violence à l'égard des femmes, des filles et des adolescentes, largement répandues et profondément enracinées dans les pays où nous intervenons. De plus, ces inégalités fondées sur le genre s'aggravent lorsqu'elles sont combinées avec les impacts de la pauvreté, de la marginalisation et de la discrimination basée sur des motifs comme la race, l'identité ethnique et religieuse, un handicap physique, l'âge, l'orientation sexuelle, l'identité de genre ou toute autre identité marginalisée.

À travers nos différents projets, en partenariat avec des organisations locales, nous contribuons à l'autonomisation des femmes, des filles et des adolescentes en leur offrant les outils et les connaissances requises pour promouvoir l'égalité de genre dans leurs familles, leurs communautés mais aussi pour influencer les politiques publiques.

Nous contribuons à renforcer leur leadership à travers des activités de mobilisation communautaires qui promeuvent l'égalité de genre. Nos partenaires consolident la collaboration entre les organisations de femmes et les organisations de droits humains, incitent les décideuses et les décideurs à respecter leurs obligations, mais aussi à promouvoir et rendre effective l'égalité de genre dans les politiques publiques.

Célébration d'inauguration d'une coopérative, Région Centrale, Togo



RECONSTRUIRE PLUS SOLIDEMENT APRÈS LA CRISE

LES femmes ont été les premières touchées par l'adjonction des crises sanitaires, sociales, économiques ou encore environnementales, du fait notamment de leur surreprésentation dans les métiers les plus précaires ou informels. Selon ONU Femmes, un an de pandémie a fait perdre vingt-cinq ans de progrès en faveur de l'égalité femmes-hommes.

A moyen terme, ce sont les conséquences de la crise sanitaire, telles que la fermeture des écoles et la recrudescence de la pauvreté, qui ont compromis l'avenir des nouvelles générations. La crise a mis en évidence la grande fragilité des systèmes de protection sociale, en particulier le système de protection des enfants et des adolescent·e·s. Nos partenaires ont constaté une forte augmentation des violations de leurs droits.

Des femmes investissent l'espace public, Lima, Pérou



Ainsi par exemple, malgré les progrès réalisés en matière de vaccination, le Pérou a connu le taux de mortalité le plus élevé du monde (par million d'habitants). Cette situation est le reflet d'un système de santé précaire, fragmenté et aux capacités limitées. L'éducation peine aussi à se remettre d'une situation critique car l'enseignement à distance n'était pas adapté à la réalité sociale du pays. La pauvreté a augmenté de 15% et se situe maintenant à 35%. L'extrême pauvreté a atteint 10%.

Les institutions de protection des enfants et adolescents ont été débordées par la crise sanitaire, car la COVID-19 a laissé 98'000 enfants orphelin-e-s. La condition des adolescentes en situation de travail domestique s'est fortement dégradée et l'abandon scolaire a explosé, notamment dans les campagnes. La violation des droits élémentaires est devenue monnaie courante.

La pandémie a augmenté le risque de violence domestique et sexiste. Les dénonciations d'agressions physiques et sexuelles envers les enfants et les adolescent-e-s ont explosé. En 2020, les Centres d'accueil d'urgence (CEM) du Pérou ont traité 25'115 cas de violence chez des mineur-e-s, dont 86% de filles et d'adolescentes. Concernant les viols, les filles et adolescentes représentent 92,5% des cas, soit 3'278 victimes. Au niveau national, le nombre de grossesses d'adolescentes durant la pandémie a augmenté de 12% et le nombre de filles de moins de 10 ans forcées à devenir mères a triplé!

Il est évident que cette crise a révélé de nouvelles vulnérabilités qui creusent encore plus les inégalités existantes, gommant ainsi les limites entre urgence humanitaire, droits humains et développement. Dans ce sens, les années à venir présentent plusieurs défis à relever.

Nous sommes convaincus qu'il est encore possible de transformer cette crise en une opportunité qui fera émerger un avenir plus inclusif, plus résilient et plus durable. Ainsi par exemple, ONU Femmes met en lumière le rôle crucial du leadership féminin dans la lutte contre la COVID-19 et dans la préparation en vue d'une relance plus équitable. Les femmes ont été à la tête d'institutions qui ont agi de manière efficace et inclusive contre la pandémie, des plus hauts niveaux de prise de décision à la prestation de services en première ligne. Cependant, des contraintes préexistantes et nouvelles liées à la participation et au leadership des femmes, entravent toujours l'influence de celles-ci sur les processus de décision.

Outre les conséquences immédiates de la pandémie sur la participation politique des femmes, nous sommes persuadés qu'il est possible de « reconstruire plus solidement » en incluant et en soutenant les femmes, les organisations et les réseaux qui les représentent dans les processus décisionnaires qui façonneront l'avenir post pandémie en apportant des réponses durables.

Les femmes s'expriment lors d'un atelier sur le pouvoir d'agir, Dogbo, Bénin



POUR UNE ÉGALITÉ DE GENRE EFFECTIVE

Participation à la gestion de l'eau, Barbosa, Colombie



COLOMBIE DES FEMMES RURALES CONSTRUISENT DES TERRITOIRES PACIFIQUES ET ÉQUITABLES **TERMINÉ**

| 2018-2021 | en partenariat avec **Vamos Mujer**

Les initiatives économiques en lien avec l'agroécologie et l'artisanat portées par une centaine de femmes ont permis de consolider des marchés locaux des petites villes de la région. Les hommes et les jeunes se sont impliqués dans la production familiale et contribuent au partage équitable entre les tâches productives et reproductives.

Le projet a réussi à modifier les relations de pouvoir entre les femmes et les hommes. Les couples, les enfants et les familles ont compris que la subordination de la femme dans les tâches domestiques est révolue. Cela a été ensuite transféré de la famille à la communauté où cette même pensée se révèle dans le travail pour des objectifs communs, tels que la défense des ressources naturelles et le travail collectif pour la création des fonds collaboratifs. En termes d'échanges économiques, la pensée et la pratique coopérative apparaissent comme une alternative durable.

Par ailleurs, les organisations de femmes se sont mobilisées dans le cadre des planifications territoriales et d'initiatives pour la construction de la paix. Elles ont pu influencer concrètement les politiques publiques et les plans de développement local. Les agendas politiques ont ainsi tenu compte de leurs besoins et des intérêts qu'elles ont exprimés.

PÉROU PROMOTION DES DROITS DES FILLES ET ADOLESCENTES EN SITUATION DE TRAVAIL INFANTILE

TERMINÉ

| 2018-2021 | en partenariat avec Gesip

Les délais et les activités du projet ont dû être adaptés au contexte de crise et d'incertitude, pour mieux atteindre les résultats escomptés. Plus de 600 personnes ont été sensibilisées et informées; plus de 250 filles et adolescentes ont acquis de nouvelles compétences afin de quitter leur travail domestique. 35 fonctionnaires locaux sont intervenus de manière ciblée dans la protection des enfants et des adolescents, en appliquant les protocoles d'action intersectorielle pour la prévention, le retrait et la protection des adolescentes en situation de travail domestique.

Le renforcement de l'estime de soi des filles et adolescentes a été remarquable, ainsi que l'implication et la volonté des instances de protection d'être garant des droits de l'enfant. La plupart des filles et des adolescentes se sentent habilitées à exercer et à défendre leurs droits; elles connaissent les institutions vers qui elles peuvent se tourner pour obtenir de l'aide en cas d'abus ou de violation de leurs droits.

Les leaders de la communauté deviennent progressivement des porte-parole en faveur des droits des filles et des adolescentes et de la protection contre le travail domestique. Grâce à ce travail développé en continu avec les autorités locales de protection et d'accueil de l'enfant, 33 fonctionnaires de ces instances se sont engagé-e-s à intervenir de manière articulée dans la protection des filles et des adolescents dans les zones urbaines et rurales.

PÉROU RESTITUTION ET PROMOTION DES DROITS DES FILLES ET ADOLESCENTES

NOUVEAU

| 2021-2024 | avec Gesip

Face à l'augmentation des violences sexistes et de l'exploitation domestique des filles et adolescentes constatées durant la pandémie, ce nouveau projet vise à leur donner les moyens d'exercer leurs droits, de faire entendre leur voix dans les contextes familial, scolaire, communautaire et institutionnel. Formées aux mécanismes de la discrimination et au leadership, les filles et adolescentes peuvent ainsi identifier les situations à risque et savoir comment agir.

Le projet autonomise les filles et les adolescentes, responsabilise les parents et les adultes, sensibilise la communauté sur le rôle protecteur des familles et des écoles, et forme les enseignant-e-s. Parallèlement, il sensibilise et informe les garçons, les organisations communales et les services de protection sur la discrimination de genre subie par les filles et les adolescentes. Pour impliquer tous ces acteurs, le projet adopte une approche participative.



Fabrication artisanale en fibre d'alpaga, Arequipa, Pérou

PÉROU CIUDAD MUJER **FEMMES ORGANISÉES POUR UNE** **VILLE INCLUSIVE ET ÉGALITAIRE** **EN COURS**

| 2019-2022 | avec Desco

Plus de 400 femmes de 40 organisations sociales de tous les districts de Lima se mobilisent pour proposer des projets d'intervention citoyenne et accroître la présence et la visibilité des femmes dans l'espace urbain. Un vaste programme de formation a été mis en place, consistant à renforcer les capacités d'organisation, mais aussi les connaissances nécessaires à la défense des droits fondamentaux et à la promotion de l'égalité de genre.

Dans le cadre de l'urgence sanitaire et de l'isolement social qui en découle, les activités ont dû être reformulées ou reportées. Le confinement a affecté directement les organisations de femmes - limitées dans la possibilité d'organiser des réseaux de collaboration - à participer à des ateliers de formation, ainsi qu'à mener des actions de surveillance et de plaidoyer. Certaines activités ont eu lieu « en ligne » mais pour cela, il a d'abord fallu faciliter leur accès à ces différents outils. Une plateforme virtuelle a été consolidée pour renforcer le réseau.

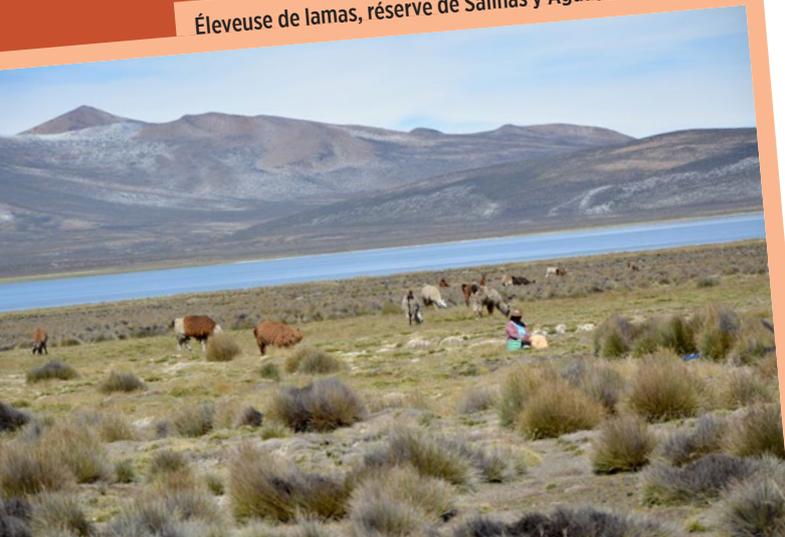
PÉROU FEMMES HAUTES-ANDINES **ACTRICES DE L'AMÉLIORATION** **DURABLE DES CONDITIONS DE VIE** **TERMINÉ**

| 2018-2021 | avec Descosur

Les femmes rurales ont acquis une forte autonomie tant au niveau personnel que social. L'école de leadership a formé 75 femmes qui ont renforcé leur estime de soi et développé des compétences managériales et de leadership. Elles sont capables de gérer de petites entreprises mais surtout de prendre la parole dans les espaces publics ou encore dans les instances décisionnelles. La formation à distance a connecté virtuellement un grand nombre de femmes habitant la réserve, contribuant à réduire la fracture numérique entre les zones rurales et urbaines. Les autorités sont plus ouvertes à les écouter, générant des espaces de formation, de dialogue et d'appui à la gestion de projets porteurs d'une plus grande indépendance économique. Les artisanes ont développé des partenariats avec des acheteurs étrangers et avec des agences locales de tourisme. Les produits sont labellisés et respectueux des accords environnementaux. Les programmes scolaires ont intégré une approche environnementale et de genre, conformément à la politique éducative du ministère de l'éducation.

POUR UNE EAU POTABLE ACCESSIBLE À TOUS ET À TOUTES

Éleveuse de lamas, réserve de Salinas y Aguada Blanca, Pérou



COLOMBIE POUR LA PÉRENNITÉ DE LA GESTION COMMUNAUTAIRE DE L'EAU **TERMINÉ**

| 2018-2021 | avec **Penca de Sábila**

Le projet a contribué au renforcement des capacités de gestion organisationnelle, administrative, technique et politique de 194 associations communautaires chargées de la gestion de l'eau potable. L'École communautaire de l'eau a formé 180 leaders de ces associations communautaires. Un réseau d'associations a proposé des solutions collectives à des problèmes communs au niveau municipal et régional. Un travail permanent d'incidence sur les politiques publiques de l'eau a été réalisé aux niveaux local, régional et national pour obtenir la reconnaissance de la gestion communautaire de l'eau et promouvoir des dynamiques de cogestion publiques-communautaires. Un rapport national sur la gestion communautaire de l'eau a été présenté auprès des organisations internationales des droits humains. Le réseau national d'aqueducs communautaires a gagné en crédibilité et en visibilité ; il est considéré aujourd'hui comme un acteur légitime par les autorités colombiennes. Penca de Sábila et le réseau national dialoguent et négocient régulièrement avec le gouvernement colombien.

COLOMBIE RECONNAISSANCE INSTITUTIONNELLE DE LA GESTION COMMUNAUTAIRE DE L'EAU **NOUVEAU**

| 2021-2024 | en partenariat avec Penca de Sabila

Ce projet s'inscrit dans la stratégie du Réseau National des aqueducs communautaires qui, depuis 2016, œuvre pour la reconnaissance de la gestion communautaire de l'eau au niveau national. Des progrès significatifs se font grâce au dialogue et à la négociation avec le gouvernement, à la signature d'accords avec des municipalités et au renforcement des capacités des associations faisant partie du réseau. Ce projet plaide pour une gestion communautaire de l'eau par 16'000 organisations appelées « aqueducs communautaires » qui approvisionnent 11 millions de colombien-ne-s en eau potable. Il contribue à une modification du cadre réglementaire et législatif national pour garantir ainsi l'accès à l'eau en tant que droit humain.

Concrètement, 108 aqueducs communautaires du réseau national, comportant 48'196 personnes usagères, reçoivent un soutien juridique et apprennent à faire des évaluations d'impacts environnementaux. Deux cas emblématiques de violation de la gestion communautaire de l'eau sont portés en justice. Le projet prévoit l'accompagnement de 4 accords public-communauté. Une réunion internationale et une publication sur la gestion communautaire de l'eau en Amérique latine sont prévues. Une collaboration étroite existe avec le rapporteur du droit de l'homme à l'eau des Nations Unies. Un rapport sur les violations du droit à l'autogestion communautaire sera déposé auprès du rapporteur de l'ONU.

COLOMBIE RENFORCEMENT DE LA GESTION COMMUNAUTAIRE ET ENVIRONNEMENTALE DE L'EAU **TERMINÉ**

| 2018-2021 | en partenariat avec Enda Colombia

Ce projet s'est développé dans un contexte de conflit socio-environnemental, marqué par de graves atteintes à la qualité de l'eau, en raison de la présence de polluants résultant d'activités extractives et productives. Par ailleurs, les 13'600 usagers, majoritairement paysans, des 16 aqueducs communautaires et 50'700 indigènes de 4 réserves Embera sont constamment préoccupés par la tendance croissante à la privatisation de l'eau et les effets sur leurs droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux.

Le projet a permis aux aqueducs communautaires du pays - des associations sans but lucratif dont l'objectif est de garantir l'accès et l'approvisionnement de l'eau - de consolider des systèmes ancestraux de gestion communautaire de l'eau. La participation responsable des communautés a abouti à un ensemble de propositions, de thèmes et de lignes de travail qui ont fait avancer les politiques locales et nationales pour une reconnaissance des aqueducs communautaires. Dans ce sens, la stratégie de surveillance environnementale s'est avérée être une pièce techniquement appropriée et juridiquement pertinente pour rendre effectifs les droits des communautés. La consolidation d'un ensemble de propositions, de thèmes et de lignes de travail a permis d'avancer dans la reconnaissance des aqueducs communautaires dans leurs dimensions sociales et environnementales et du droit humain à l'eau.

Le plaidoyer local, national et international a contribué à un changement significatif des principaux problèmes de gestion et de protection

de l'eau dans les régions concernées par le projet qui a su s'adapter rapidement aux défis d'action imposés par le confinement et a atteint une visibilité significative dans les scénarios stratégiques de discussion des politiques publiques en Colombie et dans le système international des droits de l'homme.

COLOMBIE LA GESTION COMMUNAUTAIRE GARANTE D'UN ACCÈS DURABLE À L'EAU POTABLE **NOUVEAU**

| 2021-2024 | en partenariat avec Enda Colombia

Ce projet cherche à consolider les acquis du projet précédent, grâce au développement et la mise en place de technologies socialement responsables dans la gestion de l'eau. Il a l'ambition d'élargir le suivi environnemental de l'eau dans les 5 zones d'intervention dans le but de mieux cibler les problèmes de pollution de l'eau et identifier les acteurs concernés. Le suivi environnemental permettra de collecter des preuves solides et de faire avancer les demandes de respects des droits à l'eau et à la santé. Le renforcement des capacités techniques sera consolidé grâce à la formation. L'accompagnement des associations dans les démarches sera garanti et le plaidoyer au niveau national et international sera promu.

Le projet vise à renforcer l'acquisition de savoirs techniques, scientifiques et environnementaux du territoire afin de mettre en place des outils d'adaptation au changement climatique. Il vise également à collecter des preuves scientifiques sur la pollution de l'eau et à accompagner les organisations dans les procédures judiciaires pour le respect des droits collectifs et environnementaux. Le projet bénéficie directement à plus de 21'000 personnes.

PÉROU « MUJERES DEL AGUA » LE RÔLE DES FEMMES HAUTES-ANDINES DANS LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES **NOUVEAU**

| 2021-24 | avec Descosur

Les femmes rurales des plateaux andins jouent un rôle fondamental dans la gestion des ressources et ont ainsi un impact sur la qualité des réservoirs naturels d'eau. Elles sont les garantes de la qualité de l'eau consommée par les populations urbaines, mais ce rôle n'est pas reconnu par les entreprises d'approvisionnement en eau potable. Le projet vise donc à faire reconnaître leur contribution à la conservation de l'écosystème hydrique. Cette reconnaissance leur permettra de bénéficier des mécanismes de rétribution pour la prestation des services écosystémiques.

Le projet vise également à mettre en place une éducation environnementale et interculturelle axée sur une « culture de l'eau » qui reconnaît le rôle des populations hautes-andines et qui responsabilise les consommateurs urbains.

La mise en valeur effective d'une véritable « culture de l'eau » sera travaillée dans les programmes scolaires de la ville d'Arequipa et des hauts plateaux, et sera soutenue par un mécanisme officiel de redistribution des taxes au bénéfice des populations hautes-andines.

POUR UNE SOVERAINETÉ ALIMENTAIRE GARANTE DU DROIT DES PEUPLES À SE NOURRIR PAR EUX-MÊMES

TOGO ÉCONOMIE RURALE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE **TERMINÉ**

| 2018-2021 | région des Savanes, avec Getramode

Bien que conçue dans une logique de développement qui vise des changements structurels à long terme, les contraintes environnementales et la crise sanitaire nous ont contraint à repenser cette intervention. Finalement, 750 petits agriculteurs et éleveurs ont pu rebondir grâce à la relance d'une production agricole moins sensible aux facteurs externes et ainsi garantir un seuil minimum de sécurité alimentaire. Cela a été possible grâce à la gestion durable des sols, l'introduction de techniques agricoles préservant l'environnement et à la promotion de l'éducation agricole dans les écoles primaires. En parallèle, les besoins et intérêts des jeunes ont été pris en compte par les comités locaux de développement, ce qui a apaisé le climat social généré par l'exode massif des jeunes. L'appui aux équipements de traction animale s'est poursuivi en cette troisième année. L'acquisition d'animaux et d'attelages distribués aux paysans leur a permis d'améliorer leurs activités.

La promotion de l'agroécologie a été principalement marquée par le reboisement dans les écoles de la zone du projet et le suivi des semences plantées la saison dernière. 620 arbres d'espèces exotiques et endogènes de grande valeur économique adaptées à la région ont été fournies aux écoles. Parallèlement, 422 manguiers greffés ont été distribués aux 3 coopératives pour des vergers familiaux.

Plusieurs membres de coopératives, principalement des femmes, ont obtenu un appui pour poursuivre leurs activités lucratives pour certain-e-s, et en démarrer une pour d'autres.

TOGO PROMOTION DES PETITS PRODUCTEURS EN ENTREPRENEURS AGRICOLES VIABLES **TERMINÉ**

| 2018-2021 | région Centrale et des Plateaux, avec MVCP

L'autosuffisance alimentaire étant assurée, ce projet visait la génération d'excédents économiques, la consolidation des 5 coopératives, le renforcement des compétences de 30 leaders producteurs et la transformation et la commercialisation de la production agricole par 10 groupements de femmes. La négociation des contrats d'achat du soja biologique et les prix élevés des produits agricoles restent des éléments motivateurs pour les producteurs ruraux.

Le projet a démontré que la promotion de l'entrepreneuriat rural est un levier privilégié, durable et efficace du développement économique et social des populations rurales. La professionnalisation des petits paysans leur permet de sortir d'une logique de subsistance et de se projeter en tant qu'acteurs et actrices économiques mais aussi en tant que citoyens actifs qui participent aux décisions locales.

Les coopératives constituées facilitent la mobilisation des crédits auprès des institutions financières et mutualisent leurs efforts pour la réussite des activités. Les entrepreneurs agricoles qui sont dans les maillons commercialisation (surtout les femmes) et la prestation de service ont excellé.

L'unité de décortiquage du riz installée par la Coopérative de Kpélé-Élé est une bonne expérience qui peut être dupliquée mais avec des entrepreneurs au sein des coopératives. Le riz décortiqué est aussi consommé et recherché localement. Les produits tels que le soja biologique et conventionnel bénéficient d'une forte demande au plan national et international pour leur qualité.

TOGO RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE **EN COURS**

| 2019-2022 | régions Centrale et de la Kara, avec GRADSE

Les 10 coopératives de production et commercialisation, regroupant 200 producteurs et leurs familles, se consolident au niveau institutionnel et renforcent leurs compétences dans 5 domaines spécifiques. Elles maîtrisent déjà les normes sanitaires et hygiéniques des différentes chaînes de production et créent des emplois non-agricoles pour les femmes et les jeunes de la région.

Les activités concernent la structuration des groupements, la formation des 60 agro-entrepreneurs, la formation en gestion coopérative, le renforcement des capacités des différentes catégories de bénéficiaires, les techniques de marketing, la commercialisation des jus, et l'appui aux transformatrices dans la démarche hygiène et qualité.

La capitalisation des acquis, aussi bien technique que financière, permet aux bénéficiaires direct-e-s d'aller vers l'autonomisation : l'utilisation des fertilisants hydro-rétenteurs permet d'économiser jusqu'à 80 % d'eau, en fonction du contexte climatique et des plantes cultivées, et se montre comme une véritable solution aux enjeux économiques et alimentaires de la région. Aussi, l'utilisation de biostimulants rend possible à la fois la fabrication d'engrais organiques de bonne qualité, et fournit une grande variété de micro-organismes et de nutriments, conditions idéales pour produire une alimentation riche.

En ce qui concerne les techniques de conservation et de stockage des produits maraichers, ces méthodes contribuent à maximiser la quantité d'aliments disponibles pour la consommation, en plus d'en améliorer la qualité. Leur maîtrise est une compétence essentielle afin de gérer plus efficacement le stock après la récolte et ainsi réduire le gaspillage alimentaire.

POUR UNE ÉCONOMIE LOCALE SOLIDAIRE

BÉNIN RENFORCEMENT DES CHAÎNES AGROALIMENTAIRES ET D'ARTISANAT

| 2018-2021 | en partenariat avec CDEL **TERMINÉ**

Le projet a soutenu des groupes de femmes et de jeunes artisans qui s'adonnaient traditionnellement à des activités informelles, peu rentables et non structurées, dans un contexte où l'économie locale tournait au ralenti et où les commerçants informels étaient chassés de l'espace public.

2 coopératives de femmes ont été consolidées à Dogbo et 3 autres ont été créées à Cotonou, pour la production et la commercialisation des denrées alimentaires. Les chaînes de valeur pour les filières de la noix de palme et du manioc ont été renforcées. La mobilisation des nouvelles compétences techniques et managériales développées dans le cadre du projet permettent des meilleurs rendements. L'augmentation des revenus des membres a été possible grâce à des achats groupés d'outils et/ou intrants sur les marchés locaux, à la vente de ces produits à crédit aux coopérateurs à des prix favorables, ainsi que par des actions de marketing mises en place par les membres des associations.

Les jeunes fondateurs, auparavant démotivés par la lourdeur et la disqualification du métier, ont nettement amélioré les techniques et leurs conditions de travail, rendant ce métier viable, rentable et digne.

TOGO DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LOCAL

| 2017-2020 | en partenariat avec ETD **TERMINÉ**

Ce programme a permis de construire un modèle de démocratie locale participative entre et les autorités des 4 préfectures du Haho, du Moyen-Mono, de l'Est-Mono et de Notsé et 50 associations de la société civile. Les mécanismes de concertation ont été fondamentaux pour développer l'économie paysanne et construire des infrastructures, telles que l'approvisionnement en eau potable ou l'aménagement des marchés. Aujourd'hui, la démocratie participative locale est devenue une réalité avec laquelle il faut désormais composer suite à la prise de fonction des conseils communaux dans le cadre de la décentralisation politique.

4 ESOP, systèmes qui articulent entreprises sociales et organisations de producteurs, se sont consolidées et bénéficient à 6'000 producteurs de soja, riz ou viande, dont 35 % de femmes et 50 % de jeunes. Grâce à un changement d'échelle, les ESOP s'engagent dans les chaînes de valeurs agroalimentaires dans le but de générer de nouveaux emplois.

TOGO GOUVERNANCE LOCALE POUR UNE ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

| 2020-2023 | en partenariat avec ETD NOUVEAU

Ce projet se développe avec succès dans les préfectures de la Région des Plateaux. Il apporte un soutien pertinent aux autorités et aux organisations de la société civile de 9 communes nouvellement créées, qui abritent 500'000 habitants. Par l'instauration de dynamiques de gouvernance participative, le projet améliore l'accès aux infrastructures et services de base et permet de développer le tissu économique local par la création d'entreprises sociales de commercialisation et de transformation de la production rurale.

Des dispositifs intercommunaux permettent d'améliorer les prestations des services et de coordonner la mise en place des infrastructures. Le développement de 10 mini et petites entreprises transformatrices bénéficie directement à 8'500 producteurs et crée déjà une centaine d'emplois pour les jeunes et les femmes dans les chaînes de valeurs agroalimentaires autour des filières maïs, soja (provende) et miel.

TOGO ENTREPRENEURIAT AGRICOLE DURABLE PORTEUR DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE NOUVEAU

| 2021-2024 | en partenariat avec MVCP

Le projet vise le développement économique local de 9 villages par la promotion d'une agriculture durable qui s'adapte aux changements climatiques, autour de 4 filières rentables (soja biologique, riz, cacao bio en agroforesterie et aviculture). Il s'agit de former des entrepreneur-e-s agricoles, notamment des jeunes et des femmes, organisé-e-s autour des coopératives de production, transformation et commercialisation. Le projet forme et accompagne des producteurs ruraux autour d'une meilleure rentabilité de deux filières connues mais mal exploitées (soja et riz), ainsi qu'à l'introduction de deux nouvelles filières (cacao bio en agroforesterie et aviculture). Il s'agit également de les organiser autour des coopératives de production, transformation et commercialisation.

Les activités proposées visent à améliorer la situation économique des jeunes et des femmes. La progression des conditions et techniques de production permettra aux petites exploitations agricoles de se professionnaliser et de devenir moins vulnérables aux aléas climatiques. Le renforcement de la culture entrepreneuriale et l'organisation autour des coopératives agricoles ont renforcé le pouvoir économique des ménages ruraux, tout en rompant le cycle de subsistance.

100 aviculteurs, dont 80% de femmes, 50 cacaoculteurs, 50 riziculteurs, 300 producteurs de soja bio sont concernés. Indirectement, le projet bénéficie à 4'500 membres de familles, commerçants et communautés ciblées.

COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2021

PÉRIODE DU
1^{er} JANVIER 2021
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
PRODUITS affectés aux projets (cf. Annexe 2)		
Financements FGC – Communes (net)	108 276	264 743
Financements FGC – Ville de Genève	218 148	145 000
Financements FGC – État de Genève	175 000	81 187
Financements FGC – DDC	446 649	400 093
Sous-Total Financements FGC	948 073	891 023
Financements privés sur projets cofinancés FGC	128 695	42 531
Financements des projets divers		1 950
Don Loterie Romande (renouvellement informatique)		20 000
Sous-Total Financements divers	128 695	64 481
TOTAL produits affectés aux projets	1 076 768	955 504
PRODUITS non affectés aux projets		
Cotisations des membres	1 100	1 340
Dons et legs divers	15 319	25 278
Honoraires et revenus pour prestations	1 800	4 455
Subvention Ville de Genève	15 500	15 500
Bénéfices manifestations		
TOTAL des produits non affectés	33 719	46 573
TOTAL DES PRODUITS	1 110 487	1 002 077

	2021	2020
CHARGES sur les projets		
Dépenses des projets sur fonds FGC	-816 703	-771 554
Dépenses des projets sur fonds divers	-109 986	-79 293
Dépenses sur Loterie Romande (renouvellement informatique)	-3 920	-16 327
TOTAL charges des projets	-930 608	-867 174

Frais de fonctionnement

Frais de personnel	-100 159	-110 065
Loyers + charges des locaux + locations salles	-13 753	-9 826
Assurances	-511	-471
Frais bureautiques et informatiques	-788	-1 335
Frais de télécommunications et affranchissements	-2 121	-1 985
Frais publications	-809	-1 397
Honoraires divers	-3 703	-8 615
Frais de fonctionnement divers (réunions, etc.)	-1 274	-1 243
TOTAL des frais de fonctionnement	-123 118	-134 938

	2021	2020
Participation aux réseaux		
Cotisations	-700	-123 145
Participation financière FGC	-9 481	-8 399
TOTAL participation aux réseaux	-10 181	-8 909

Transfert fonds propres sur projets	-15 000	-8 450
Total transfert fonds propres sur projets	-15 000	-8 450

TOTAL DES CHARGES

Résultat d'exploitation de l'exercice

Produits financiers	1	1
Charges financières	-325	-348
Résultat financier	-324	-347

Produits exceptionnels		198
Résultat exceptionnel		198

Résultat avant variation des fonds

Allocations aux fonds affectés (cf. Annexe 1)	-1 076 768	-955 504
Utilisations des fonds affectés (cf. Annexe 1)	930 608	867 174
Frais de gestion sur utilisations des fonds affectés (cf. Annexe 1)	124 237	106 528

Résultat de l'exercice (+ bénéfice / - perte)

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2021

ACTIF	2021	2020
Disponibilités		
Caisse	26	7
CCP	3 791	3 784
BCGE	61 556	25 011
TOTAL	65 373	28 802
Autres actifs circulants		
Débiteurs divers	5 026	5 946
Créditeurs divers		0
Cautions	6 311	6 310
Charges payées d'avance		0
TOTAL	11 337	12 256
TOTAL ACTIF	76 710	41 058

PASSIF	2021	2020
Capitaux étrangers à court terme		
Dettes sociales et fiscales	8 047	4 295
Créanciers et passifs transitoires	9 481	8 910
Fonds pour projets en cours (voir Annexe 1)	51 647	29 650
TOTAL	69 175	42 856
Capitaux étrangers à long terme		
Prêts	0	0
TOTAL	0	0
Capitaux propres		
Résultat reporté	-1 797	-1 854
Résultat de l'exercice (bénéfice)	9 332	57
TOTAL	7 535	-1 797
TOTAL PASSIF	76 710	41 058

ANNEXE 1: TABLEAU DE VARIATION DES FONDS AFFECTÉS AUX PROJETS EN 2021

Pays	Nom du Projet	Report au 01.01.2021	Allocations FGC (net) aux fonds affectés	Allocations diverses aux fonds affectés	Utilisations des fonds FGC affectés	Utilisations des fonds divers affectés	Frais gestion sur fonds FGC	Frais gestion sur fonds divers	Transferts Internes	Solde au 31.12.21
Projets cofinancés via la FGC en cours au 31.12.2021										
Colombie	Cundinamarca et autres/ Endacol /	-	49 000				-5 390		3 849	47 459
Colombie	Colombie /PENCA/ Reconnaissance institutionnelle de la gestion communautaire de l'eau		52 000		-46 597		-5 720			-317
Pérou	Lima / Desco / Ciudad Mujer	220	100 000	45 000	-88 121	-39 130	-11 015	-5 870		1 084
Pérou	Arequipa / DescoSur / Mujeres del agua	-	50 000		-37 576		-5 500			6 924
Pérou	Lima et Cusco / CESIP / Empowerment et restitution de droits pour filles et adolescentes	-		2 500				-326	-497	1 677
Togo	Région centrale / GRADSE / Renforcement sécurité alimentaire	67	95 310	10 135	-86 627	-8 298	-10 828	-1 245		-1 486
Togo	Notés / ETD / Renforcement démocratie et développement éco. local	-	159 666		-142 387		-17 811			-532
Togo	Région Centrale et des Plateaux / MVCP / Entreprenariat agricole durable	-					-3 188			-3 188
Sous-total des projets cofinancés via la FGC en cours au 31.12.2021		287	505 976	57 635	-401 308	-50 616	-56 265	-7 440	3 351	51 620
Projets cofinancés via la FGC terminés au 31.12.2021										
Bénin	Cotonou et autres / CDEL / Renforcement chaînes agroalimentaires et d'artisanat	-172	82 132	23 327	-74 012	-19 089	-9 251	-2 863	-72	0
Colombie	Boyaca / ENDA / Renf. gestion communautaire et environnementale de l'eau	278	85 152		-72 516		-9 066		-3 849	0
Colombie	Antioquia / Penca de Sábila / Perennité de la gestion de l'eau potable	529	43 408	117	-39 160		-4 895			0
Colombie	Antioquia / VAMOS / Construction de territoires pacifiques et équitables	3 741	41 160	20 000	-39 178	-18 076	-4 897	-2 624	-126	0
Pérou	Arequipa / Descosur / Femmes actrices de l'amélioration des conditions de vie	-955	34 774	149	-30 194		-3 774			-
Pérou	Lima et Cusco / CESIP / Droits de filles en situation de travail infantile	1 529	75 023		-67 869	-497	-8 484		497	0
Togo	Savanes / Cetramode / Economie rurale et développement durable	20 906	26 715	16 493	-44 655	-12 068	-5 582	-1 810		-
Togo	Région centrale / MVCP / Promotion entrepreneurs agricoles viables Phase 2	-43	53 733	10 973	-47 812	-9 565	-5 851	-1 435		0
Sous-total des projets divers en cours au 31.12.2021		25 614	442 097	71 060	-415 395	-59 295	-51 801	-8 731	-3 549	0
Total projets cofinancés par la FGC au 31.12.2021		25 901	948 073	128 695	-816 703	-109 911	-108 065	-16 172	-198	51 620
Projets financés hors FGC terminés ou en cours au 31.12.2021										
Suisse	Renouvellement informatique et mobilier (Loterie Romande)	3 673					-3 919,50		246,50	-
Divers	GeTM / Fonds projets divers	76							-49	27
Sous-total des projets divers en cours au 31.12.2021		3 749	-	-	-	-3 919,50	-	-	197,61	27
TOTAL DES PROJETS EN COURS ET TERMINES au 31.12.2021		29 650	948 073	128 695	-816 703	-113 831	-108 065	-16 172	-0	51 647

ANNEXE 2 : FINANCEMENTS REÇUS POUR LES PROJETS EN 2021

A • FINANCEMENTS FONDS PUBLICS REÇUS VIA FGC

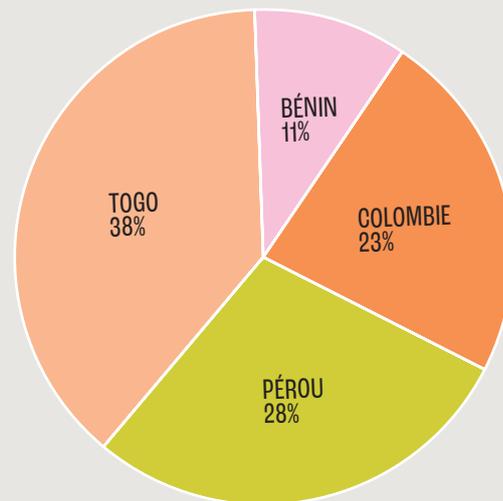
				Brut	Net	
Communes	109 300	Amières / FGC	Colombie	Boyaca / ENDA / Gestion de l'eau potable en périphérie urbaine	10 000	10 000
Net:	108 276	Choulex / FGC	Pérou	Boyaca / ENDA / Gestion de l'eau potable en périphérie urbaine	5 000	5 000
		Cologny / FGC	Pérou	Lima / Desco / Ciudad Mujer	24 000	24 000
		Confignon / FGC	Togo	Notsé / ETD / Renforcement démocratie et développement éco. local	9 300	9 161
		Grand-saconnex / FGC	Togo	Région centrale / GRADSE / Renforcement sécurité alimentaire	20 000	19 700
		Pregny / FGC	Togo	Notsé / ETD / Renforcement démocratie et développement éco. local	13 000	12 805
		Presinge / FGC	Pérou	Lima / Desco / Ciudad Mujer	2 000	2 000
		Versoix / FGC	Togo	Région centrale / GRADSE / Renforcement sécurité alimentaire	26 000	25 610
Ville de Genève	218 148	Vgen / FGC	Bénin	Cotonou et autres / CDEL / Renforcement chaînes agroalimentaires	22 132	22 132
		Vgen / FGC	Colombie	Antioquia / Penca de Sábila / Perennité de la gestion de l'eau potable	13 408	13 408
		Vgen / FGC	Colombie	Antioquia / VAMOS / Construction de territoires pacifiques et équitables	20 000	20 000
		Vgen / FGC	Colombie	Boyaca / ENDA / Gestion de l'eau potable en périphérie urbaine	30 152	30 152
		Vgen / FGC	Colombie	Divers / ENDA / Gestion communautaire de l'eau potable	24 000	24 000
		Vgen / FGC	Pérou	Lima et Cusco / CESIP / Droits de filles en situation de travail infantile	25 023	25 023
		Vgen / FGC	Pérou	Lima / Desco / Ciudad Mujer	14 000	14 000
		Vgen / FGC	Pérou	Arequipa / Desco / Femmes actrices de l'amélioration des conditions de vie	10 000	10 000
		Vgen / FGC	Togo	Notsé / ETD / Renforcement démocratie et développement éco. local	35 700	35 700
		Vgen / FGC	Togo	Région centrale / MVCP / Promotion entrepreneurs agricoles viables Phase 2	23 733	23 733
État de Genève	175 000	Egen / FGC	Colombie	Divers / ENDA / Gestion communautaire de l'eau potable	25 000	25 000
		Egen / FGC	Pérou	Lima / Desco / Ciudad Mujer	30 000	30 000
		Egen / FGC	Pérou	Lima et Cusco / CESIP / Droits de filles en situation de travail infantile	20 000	20 000
		Egen / FGC	Pérou	Arequipa / Mujeres del agua	30 000	30 000
		Egen / FGC	Togo	Notsé / ETD / Renforcement démocratie et développement éco. local	50 000	50 000
		Egen / FGC	Togo	Région centrale / GRADSE / Renforcement sécurité alimentaire	20 000	20 000
Confédération	446 649	DDC / FGC	Bénin	Cotonou et autres / CDEL / Renforcement chaînes agroalimentaires	60 000	60 000
		DDC / FGC	Colombie	Antioquia / Penca de Sábila / Perennité de la gestion de l'eau potable	30 000	30 000
		DDC / FGC	Colombie	Antioquia / PENCA / Reconnaissance institutionnelle de la gestion de l'eau	52 000	52 000
		DDC / FGC	Colombie	Antioquia / VAMOS / Construction de territoires pacifiques et équitables	21 160	21 160
		DDC / FGC	Colombie	Boyaca / ENDA / Gestion de l'eau potable en périphérie urbaine	40 000	40 000
		DDC / FGC	Pérou	Arequipa / Desco / Femmes actrices de l'amélioration des conditions de vie	24 774	24 774
		DDC / FGC	Pérou	Arequipa / Desco / Mujeres del agua	20 000	20 000
		DDC / FGC	Pérou	Lima / Desco / Ciudad Mujer	30 000	30 000
		DDC / FGC	Pérou	Lima et Cusco / CESIP / Droits de filles en situation de travail infantile	30 000	30 000
		DDC / FGC	Togo	Notsé / ETD / Renforcement démocratie et développement éco. local	52 000	52 000
		DDC / FGC	Togo	Région centrale / GRADSE / Renforcement sécurité alimentaire	30 000	30 000
		DDC / FGC	Togo	Région centrale / MVCP / Promotion entrepreneurs agricoles viables Phase 2	30 000	30 000
		DDC / FGC	Togo	Savanes / Cetramode / Economie rurale et développement durable	26 715	26 715
Total fonds publics (FGC)				949 097	948 073	

B • FINANCEMENTS DIVERS

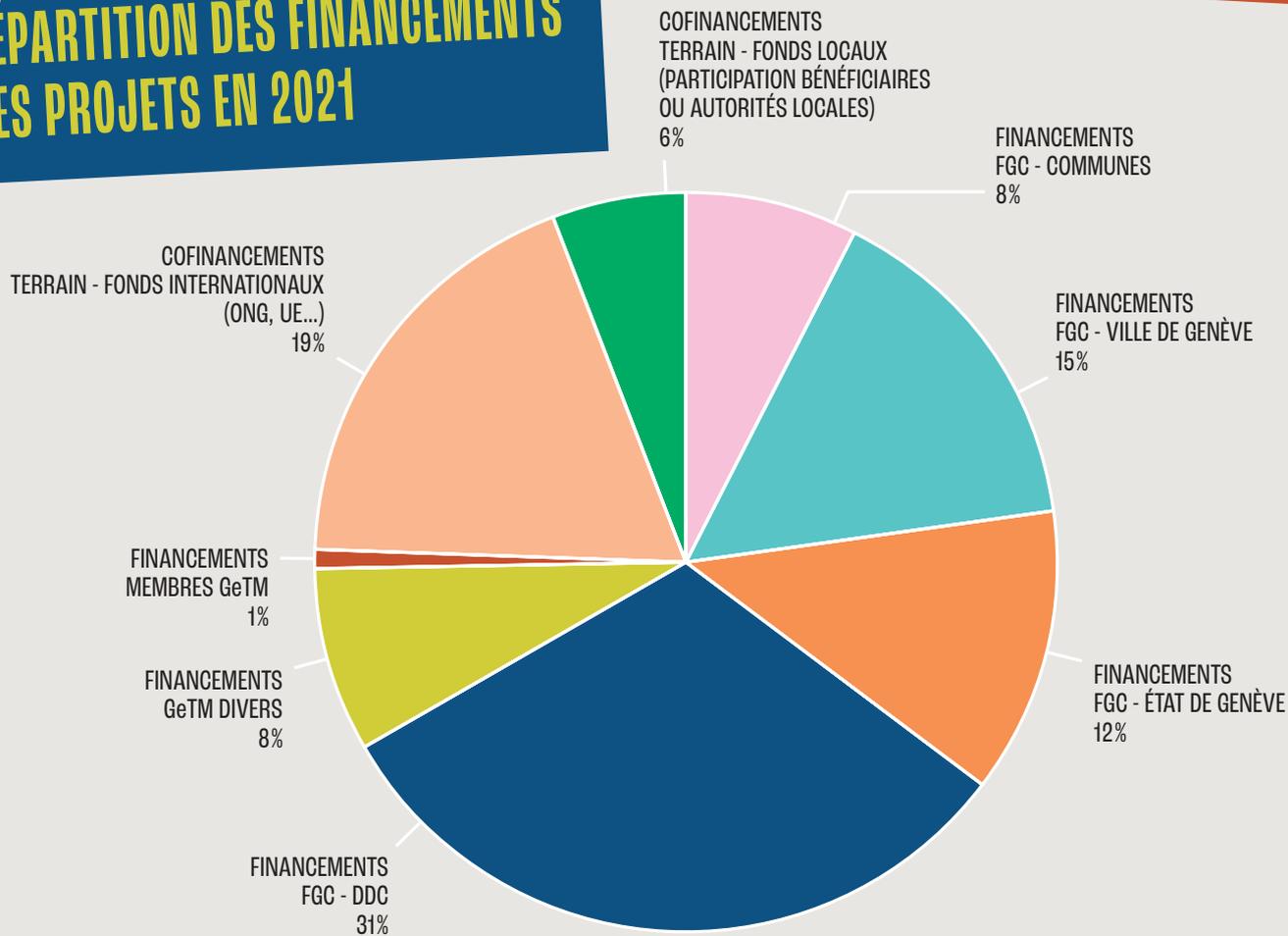
				Brut	Net	
Divers	113 695	Fondation Helvétique de Bienfaisance	Bénin	Cotonou et autres / CDEL / Renforcement chaines agroalimentaires	23 327	23 327
		Fondation Fokus Frauen	Pérou	Lima / Desco / Ciudad Mujer	45 000	45 000
		Fondation Karl Poppers	Togo	Région centrale / MVCP / Promotion entrepreneurs agricoles viables Phase 2	10 000	10 000
		Fondation Philanthropique Famille Sandoz	Colombie	Antioquia / VAMOS / Construction de territoires pacifiques et équitables	20 000	20 000
		Fonds Mécénat SIG	Togo	Région centrale / GRADSE / Renforcement sécurité alimentaire	10 000	10 000
		Fribourg Foundation for children	Pérou	Lima et Cusco / CESIP / Droits de filles en situation de travail infantile	2 500	2 500
		Saturnales 2019	Togo	Savanes / Cetramode / Economie rurale et développement durable	2 868	2 868
Membres GeTM	15 000	Dons divers	Divers	Divers	15 000	15 000
Total fonds divers (hors FGC)				128 695	128 695	
TOTAL REÇU POUR LES PROJETS EN 2020				1 077 792	1 076 768	

RÉPARTITION DES DÉPENSES PROJETS PAR PAYS

Pays d'intervention	Dépenses en CHF	Pourcentage
Bénin	93 101	11 %
Colombie	215 527	23 %
Pérou	263 387	28 %
Togo	354 600	38 %
Total	926 614	100,00 %



RÉPARTITION DES FINANCEMENTS DES PROJETS EN 2021



**UN
GRAND
MERCİ**

**EN 2021, GeTM
A PU MENER SES
ACTIONS GRÂCE
AU SOUTIEN DES
INSTITUTIONS
SUIVANTES :**

- Fédération Genevoise
de Coopération (FGC) :
- Direction de la Coopération
au Développement (DDC)
 - État de Genève
 - Ville de Genève
 - Ville de Versoix
 - Commune d'Anières
 - Commune de Choulex
 - Commune de Cologny
 - Commune de Confignon
 - Commune du
Grand-Saconnex
 - Commune de Presingé
 - Commune de Pregny

Fondation Fokus Frauen
Fondation Helvétique
de Bienfaisance
Fondation Karl Poppers
Fondation Philanthropique
de la Famille Sandoz
Fonds Mécénat SIG
Fribourg Foundation
for Children
Saturnales 2019

**NOUS REMERCIONS
CHALEUREUSEMENT
NOS 400 MEMBRES
DONATEURS POUR
LEUR SOUTIEN ET
LEUR SOLIDARITÉ.**

GENÈVE TIERS-MONDE

Rue de Villereuse 6 – 1207 Genève

Téléphone : 022-329-67-68

Email : info@getm.ch

www.getm.ch

CCP : 12-1114-7

IBAN : CH 98 0900 0000 1200 11147

Suivez-nous sur :



Photo de couverture : Expression murale dans un quartier populaire, Lima, Pérou.

DEVENIR MEMBRE

Les membres de l'association reçoivent régulièrement des informations sur les projets ainsi que sur l'aide au développement en général. Ils ont le droit de vote dans les organes de l'association. La cotisation annuelle est de 50 CHF.

FAIRE UN DON

En soutenant financièrement GeTM, vous apportez une contribution précieuse pour le développement dans les pays du Sud. Les dons versés à l'association sont déductibles des impôts.